

Dion, Marie Eve Marcil, Mélanie Marois, Brigitte Morin et Marilyne Trudeau comme membres du Tribunal administratif du logement;

ATTENDU QUE conformément à l'article 28 de ce règlement, le comité a transmis ses recommandations au secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif et à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

ATTENDU QUE monsieur Serge Adam a demandé que son mandat soit renouvelé pour une durée moindre que cinq ans;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler le mandat de monsieur Serge Adam ainsi que de mesdames Lucie Béliveau, Amélie Dion, Marie Eve Marcil, Mélanie Marois, Brigitte Morin et Marilyne Trudeau comme membres du Tribunal administratif du logement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation :

QUE monsieur Serge Adam soit nommé de nouveau membre à temps partiel du Tribunal administratif du logement pour un mandat d'un an à compter du 21 janvier 2023;

QUE les personnes suivantes soient nommées de nouveau membres du Tribunal administratif du logement pour un mandat de cinq ans à compter du 14 août 2022 :

—madame Lucie Béliveau;

—madame Amélie Dion;

—madame Marilyne Trudeau;

QUE madame Marie Eve Marcil soit nommée de nouveau membre du Tribunal administratif du logement pour un mandat de cinq ans à compter du 28 août 2022;

QUE madame Mélanie Marois soit nommée de nouveau membre du Tribunal administratif du logement pour un mandat de cinq ans à compter du 8 janvier 2023;

QUE madame Brigitte Morin soit nommée de nouveau membre du Tribunal administratif du logement pour un mandat de cinq ans à compter du 12 juin 2022;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de monsieur Serge Adam soit situé à Sherbrooke;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de mesdames Lucie Béliveau, Amélie Dion, Marie Eve Marcil et Marilyne Trudeau soit situé à Montréal;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de madame Mélanie Marois soit situé à Granby;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de madame Brigitte Morin soit situé à Trois-Rivières;

QUE monsieur Serge Adam ainsi que mesdames Lucie Béliveau, Amélie Dion, Marie Eve Marcil, Mélanie Marois, Brigitte Morin et Marilyne Trudeau continuent de bénéficier des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du logement (chapitre T-15.01, r. 5.1).

QUE pour la durée de leur mandat, mesdames Amélie Dion, Marie Eve Marcil et Mélanie Marois soient en congé sans solde total du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77128

Gouvernement du Québec

Décret 673-2022, 13 avril 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'une aide financière d'un montant maximal de 18 126 \$ à 9220-3553 Québec Inc., au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la réalisation de son projet d'implantation des normes ISO 17025 et ISO 15189

ATTENDU QU'une aide financière de 18 126 \$ a été octroyée, le 26 mars 2021, par Investissement Québec à 9220-3553 Québec Inc., une société par actions régie par la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1), dans le cadre du Programme PME en action, selon le cadre normatif du programme tel que remplacé par le décret numéro 635-2020 du 17 juin 2020, pour la réalisation de son projet d'implantation des normes ISO 17025 et ISO 15189;

ATTENDU QU'Investissement Québec et 9220-3553 Québec Inc. ont signé une convention, dans le cadre de ce programme, le 26 mars 2021;

ATTENDU QUE ce programme a pour objectif de hausser la compétitivité et d'accélérer la croissance des entreprises, en priorité celles des PME et ce, dans le délai de deux ans prévu au programme;

ATTENDU QUE la pandémie de la Covid-19 et les mesures mises en place afin de protéger la santé de la population ont eu un impact direct sur les entreprises ce qui a eu pour conséquence de retarder la réalisation des projets de certains bénéficiaires dans le cadre de ce programme;

ATTENDU QUE 9220-3553 Québec Inc. n'a pu compléter son projet dans le délai imparti par le programme et que, par conséquent, la somme prévue de 18 126 \$ ne peut lui être versé dans le cadre de celui-ci;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 21 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1), Investissement Québec doit exécuter tout autre mandat que peut lui confier le ministre ou le gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 25 de cette loi, le Fonds du développement économique est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie, ainsi qu'à l'exécution des autres mandats que le gouvernement confie à Investissement Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 27 de cette loi, le gouvernement détermine notamment les autres sommes, engagées dans l'exécution des mandats qu'il confie à Investissement Québec, qui peuvent être portées au débit du Fonds du développement économique par cette dernière;

ATTENDU QU'il y a lieu de mandater Investissement Québec pour octroyer une aide financière d'un montant maximal de 18 126 \$ à 9220-3553 Québec Inc., au cours de l'exercice financier 2022-2023, représentant l'aide financière prévue dans le cadre du Programme PME en action, pour la réalisation de son projet d'implantation des normes ISO 17025 et ISO 15189, conditionnellement à la signature, par Investissement Québec et 9220-3553 Québec Inc., d'un avenant à la convention d'aide financière signée le 26 mars 2021, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QU'Investissement Québec soit mandatée pour octroyer une aide financière d'un montant maximal de 18 126 \$ à 9220-3553 Québec Inc., au cours de l'exercice financier 2022-2023, représentant l'aide financière prévue dans le cadre du Programme PME en action, pour la réalisation de son projet d'implantation des normes ISO 17025 et ISO 15189, conditionnellement à la signature,

par Investissement Québec et 9220-3553 Québec Inc, d'un avenant à la convention d'aide financière signée le 26 mars 2021, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QU'Investissement Québec soit autorisée à fixer toute condition ou modalité usuelle pour ce type de transaction;

QU'Investissement Québec soit autorisée à conclure tout contrat ou toute entente, à souscrire tout engagement et à poser tout geste nécessaire, utile ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède;

QU'Investissement Québec soit autorisée à porter au débit du Fonds du développement économique les sommes nécessaires à l'exécution de ce mandat, à l'exception de sa rémunération;

QUE les sommes nécessaires à Investissement Québec pour suppléer à toute perte ou tout manque à gagner, toutes dépenses et tous frais dans l'exécution du mandat qui pourrait lui être confié par le présent décret seront virées au Fonds du développement économique par le ministre de l'Économie et de l'Innovation sur les crédits qui lui sont alloués pour les interventions relatives au Fonds du développement économique.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

77129

Gouvernement du Québec

Décret 674-2022, 13 avril 2022

CONCERNANT l'octroi par Investissement Québec d'une aide financière d'un montant maximal de 177 267 \$ à Le Boulot Vers..., au cours des exercices financiers 2022-2023 et 2023-2024, pour la réalisation de son projet de rénovation d'un immeuble

ATTENDU QU'une aide financière de 500 000 \$ a été octroyée, le 5 juin 2020, par le ministre de l'Économie et de l'Innovation à Le Boulot Vers..., une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), dans le cadre du Programme de soutien à l'économie sociale, volet 1 - Soutien au développement des immobilisations en économie sociale, dont la poursuite de l'administration des demandes a été confiée à Investissement Québec par le décret numéro 635-2020 du 17 juin 2020, pour la réalisation de son projet de rénovation d'un immeuble;